

Tribunal administratif de La Réunion, 1ère chambre bis, 12 juillet 2022, n° 2101048

Sur la décision

Référence :TA La Réunion, 1re ch. bis, 12 juill. 2022, n° 2101048

Juridiction :Tribunal administratif de La Réunion

Numéro :2101048

Importance :Inédit au recueil Lebon

Type de recours :Excès de pouvoir

Dispositif :Satisfaction totale

Sur les personnes

Avocat(s) :Marius Henri RAKOTONIRINA

Texte intégral

Vu la procédure suivante :

A une requête et un mémoire enregistrés les 12 août 2021 et 19 avril 2022, M^{me} C B, représentée A M^e Rakotonirina, demande au tribunal :

1°) d'annuler la décision du 6 juillet 2021 A laquelle la rectrice de l'académie de La Réunion l'a mise en demeure d'inscrire son enfant dans un établissement scolaire ;

2°) de mettre à la charge de l'Etat une somme de 1 500 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Elle soutient que :

—la sanction est intervenue sans qu'une information préalable suffisante lui ait été apportée sur une telle éventualité ;

—les convocations ne lui sont pas parvenues ;

— compte tenu des très bons résultats obtenus A Maya dans le cadre de son instruction dans la famille, cette modalité d'instruction peut se poursuivre.

A un mémoire en défense enregistré le 14 mars 2022, la rectrice de l'académie de La Réunion conclut au rejet de la requête.

Elle fait valoir que :

—la requête est irrecevable, dès lors qu'elle ne comporte aucun moyen et qu'elle est désormais dépourvue d'objet ;

— sa décision est bien fondée.

A ordonnance du 21 avril 2022, la clôture d'instruction a été fixée au 6 mai 2022.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :

— la Constitution ;

— le code de l'éducation ;

— le code de justice administrative.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique :

— le rapport de M. Caille, premier conseiller,

— et les conclusions de M. Sauvageot, rapporteur public.

Considérant ce qui suit :

1. M^{me} C B, responsable légale de l'enfant Maya B, sa fille née le 19 mai 2009, a déclaré le 1er septembre 2020 à la rectrice de l'académie de La Réunion instruire sa fille selon le régime de l'instruction dans la famille. Elle demande au tribunal d'annuler la mise en demeure d'inscrire son enfant dans un établissement scolaire public ou privé qui lui a été adressée le 6 juillet 2021 A la rectrice de l'académie de La Réunion.

Sur le cadre juridique du litige :

2. Le principe de la liberté de l'enseignement, qui figure au nombre des principes fondamentaux reconnus A les lois de la République, implique la

possibilité de créer des établissements d'enseignement, y compris hors de tout contrat conclu avec l'Etat, tout comme le droit pour les parents de choisir, pour leurs enfants, des méthodes éducatives alternatives à celles proposées A le système scolaire public, y compris l'instruction au sein de la famille.

3. Le droit à l'instruction, reconnu A le treizième alinéa du Préambule de la Constitution de 1946 et A l'article 2 du protocole additionnel à la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, peut justifier l'encadrement de la liberté d'enseignement, dans la mesure où celui-ci n'a ni pour objet ni pour effet de vider de sa substance la liberté de l'enseignement.

4. Aux termes de l'article L. 131-1 du code de l'éducation : «L'instruction est obligatoire pour chaque enfant dès l'âge de trois ans et jusqu'à l'âge de seize ans». Aux termes de l'article L. 131-2 du même code : «L'instruction obligatoire peut être donnée soit dans les établissements ou écoles publics ou privés, soit dans les familles A les parents, ou l'un d'entre eux, ou toute personne de leur choix ()». Selon l'article L. 131-5 de ce code : «Les personnes responsables d'un enfant soumis à l'obligation scolaire définie à l'article L. 131-1 doivent le faire inscrire dans un établissement d'enseignement public ou privé, ou bien déclarer au maire et à l'autorité de l'Etat compétente en matière d'éducation, qu'elles lui feront donner l'instruction dans la famille. Dans ce cas, il est exigé une déclaration annuelle. / Les mêmes formalités doivent être accomplies dans les huit jours qui suivent tout changement de résidence ou de choix d'instruction. () »

5. Aux termes de l'article L. 131-10 du code de l'éducation : «() L'autorité de l'Etat compétente en matière d'éducation doit au moins une fois A an, à partir du troisième mois suivant la déclaration d'instruction A les personnes responsables de l'enfant prévue au premier alinéa de l'article L. 131-5, faire vérifier, d'une part, que l'instruction dispensée au même domicile l'est pour les enfants d'une seule famille et, d'autre part, que l'enseignement assuré est conforme au droit de l'enfant à l'instruction tel que défini à l'article L. 131-1-1. A cet effet, ce contrôle permet de s'assurer de l'acquisition progressive A l'enfant de chacun des domaines du socle commun de connaissances, de compétences et de culture défini à l'article L. 122-1-1 au regard des objectifs de connaissances et de compétences attendues à la fin de chaque cycle d'enseignement de la scolarité obligatoire. Il est adapté à l'âge de l'enfant et, lorsqu'il présente un handicap ou un trouble de santé invalidant, à ses besoins particuliers. / Le contrôle est prescrit A l'autorité de l'Etat compétente en matière d'éducation selon des modalités qu'elle détermine. Il est organisé en principe au domicile où l'enfant est instruit. Les personnes responsables de l'enfant sont informées, à la suite de la déclaration annuelle qu'elles sont tenues d'effectuer en application du premier alinéa de l'article L. 131-5, de l'objet et des modalités des contrôles qui seront conduits en application du présent article. / Si les résultats du second contrôle sont jugés insuffisants, l'autorité de l'Etat compétente en matière d'éducation met en demeure les personnes responsables de l'enfant de l'inscrire, dans les quinze jours suivant la notification de cette mise en demeure, dans un établissement d'enseignement scolaire public

ou privé et de faire aussitôt connaître au maire, qui en informe l'autorité de l'Etat compétente en matière d'éducation, l'école ou l'établissement qu'elles auront choisi. Les personnes responsables ainsi mises en demeure sont tenues de scolariser l'enfant dans un établissement d'enseignement scolaire public ou privé au moins jusqu'à la fin de l'année scolaire suivant celle au cours de laquelle la mise en demeure leur a été notifiée. / Lorsque les personnes responsables de l'enfant ont refusé, sans motif légitime, de soumettre leur enfant au contrôle annuel prévu au troisième alinéa du présent article, elles sont informées qu'en cas de second refus, sans motif légitime, l'autorité de l'Etat compétente en matière d'éducation est en droit de les mettre en demeure d'inscrire leur enfant dans un établissement d'enseignement scolaire public ou privé dans les conditions et selon les modalités prévues au septième alinéa. Elles sont également avisées des sanctions dont elles peuvent faire l'objet, au terme de la procédure, en application du premier alinéa de l'article 227-17-1 du code pénal ».

Sur l'exception de non-lieu à statuer opposée en défense :

6. Si avant que le juge n'ait statué, l'acte attaqué est rapporté A l'autorité compétente et si le retrait ainsi opéré acquiert un caractère définitif faute d'être critiqué dans le délai de recours contentieux, il emporte alors disparition rétroactive de l'ordonnancement juridique de l'acte contesté ce qui conduit à ce qu'il n'y ait lieu pour le juge de la légalité de statuer sur le mérite du recours dont il était saisi. Il en va ainsi quand bien même l'acte rapporté aurait reçu exécution.

7. Il ressort des pièces du dossier qu'en exécution de la mise en demeure adressée à M^{me} B, celle-ci a scolarisé sa fille au sein du collège Fanny des Jardins à Bras-Panon au cours de l'année scolaire 2021-2022. Toutefois, la décision attaquée, qui a reçu exécution, n'a pas été retirée A l'autorité administrative. Au surplus, M^{me} B fait valoir que sa fille a fait l'objet de harcèlement au sein du collège et qu'elle est en situation de souffrance. La rectrice n'est, dès lors, pas fondée à soutenir que la requête de M^{me} B a perdu son objet et l'exception de non-lieu à statuer opposée en défense doit être écartée.

Sur les conclusions à fin d'annulation :

8. En premier lieu, M^{me} B soutient que la décision attaquée repose sur un motif de fait erroné dès lors qu'elle n'a jamais refusé de soumettre son enfant au contrôle annuel prévu A l'article L. 133-10 du code de l'éducation. Il ressort toutefois des pièces du dossier que, A deux courriers des 17 décembre 2020 et 13 avril 2021, la rectrice de La Réunion a convoqué M^{me} B à deux contrôles prévus les 17 février et 1er juin 2021. Si M^{me} B fait valoir qu'elle n'a pas reçu ces convocations car elle avait déménagé, il n'est ni établi, ni même soutenu, qu'elle aurait informé le rectorat de sa nouvelle adresse comme le lui imposaient les dispositions précitées de l'article L. 131-5 du code de l'éducation. Elle ne fournit en outre aucune précision sur la date à laquelle elle a quitté son domicile rue de la Giroday à Bras-Panon et se borne à produire une quittance de loyer de juillet 2021 qui ne permet pas

d'établir qu'elle avait déjà déménagé en décembre 2020 ou en avril 2021. De même, si elle affirme avoir mis en place un suivi de son courrier pour la période du 17 mars au 30 septembre 2021, ces allégations ne sont assorties d'aucun commencement de preuve. Le moyen ne peut, dès lors, qu'être écarté.

9. En deuxième lieu, il ressort des pièces du dossier qu'aucune des deux convocations adressées à M^{me} B ne l'avertissait des sanctions attachées à l'inexécution de l'obligation de se soumettre aux contrôles prévus à l'article L. 131-10 dont elle était susceptible de faire l'objet en cas de second refus sans motif légitime. M^{me} B est, dès lors, fondée à soutenir que la décision attaquée a été prise en méconnaissance des articles L. 131-10 et R. 131-16-4 du code de l'éducation et, A suite, au terme d'une procédure irrégulière. M^{me} B a ainsi été privée, en l'espèce, d'une garantie.

10. En troisième lieu, si M^{me} B soutient que son enfant a été sérieusement scolarisée depuis son plus jeune âge, ce moyen est inopérant dès lors que la décision attaquée n'a pas été prise en raison de l'insuffisance des résultats obtenus A son enfant au contrôle de l'inspecteur d'académie mais en raison de son refus de se soumettre à ce contrôle.

11. Il résulte de ce qui précède que M^{me} B est fondée à soutenir que la décision attaquée a été prise au terme d'une procédure irrégulière et à en demander, pour ce seul motif, l'annulation.

Sur les frais de l'instance :

12. Il y a lieu, dans les circonstances de l'espèce, de mettre à la charge de l'Etat le versement à M^{me} B d'une somme de 1 500 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

DECIDE :

Article 1er : La mise en demeure d'inscrire son enfant dans un établissement scolaire public ou privé adressée le 6 juillet 2021 à M^{me} B A la rectrice de l'académie de La Réunion est annulée.

Article 2 : L'Etat versera une somme de 1 500 euros à M^{me} B au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Article 3 : Le présent jugement sera notifié à M^{me} C B et au ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse.

Copie en sera transmise à la rectrice de l'académie de La Réunion.

Délibéré après l'audience du 27 juin 2022 à laquelle siégeaient :

— M. Séval, président ;

— M. Caille, premier conseiller ;

— M. Borges-Pinto, premier conseiller.

Rendu public A mise à disposition au greffe le 12 juillet 2022.

Le rapporteur,

P.-O. CAILLE

Le président,

J.-P. SÉVAL

Le greffier,

D. CAZANOVE

La République mande et ordonne au au ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse en ce qui le concerne ou à tous commissaires de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour expédition conforme,

P/La greffière en chef,

Le greffier,

D. CAZANOVE